

Vision israélienne de la situation au Moyen-Orient

« Trump s’est rendu compte que l’alliance entre la Russie et l’Iran constitue une menace non seulement pour la sécurité régionale mais aussi pour celle des USA, pilier fondamental de la sécurité d’Israël ».

ENTRETIEN avec *Amos Gilad* par *Julio de la Guardia*

Depuis le début de l’année, Amos Gilad exerce les fonctions de directeur de l’Institut de Politique et Stratégie (IPS) du Centre Interdisciplinaire (IDC) d’Herzliya qui organise chaque année la prestigieuse Conférence de Politique et Stratégie d’Herzliya, référence mondiale sur des sujets liés au Moyen-Orient. Gilad est lieutenant général de réserve du Tsahal (Forces armées d’Israël) et il a servi jusqu’à la fin 2016 en tant que directeur du Département des Affaires politico-militaires du Ministère de la Défense. Préalablement, il a aussi exercé les fonctions de coordinateur des Affaires gouvernementales dans les Territoires occupés (COGAT), de porte-parole de l’armée, de directeur de la section de recherche du service d’intelligence militaire (AMAN), ainsi que secrétaire militaire du pour lors premier ministre, Isaac Rabin, entre 1993 et 1994. Il a de plus été membre de la délégation israélienne lors des pourparlers avec l’Organisation pour la Libération de la Palestine, qui ont eu lieu à Washington suite à la Conférence de Paix de Madrid en 1991. Avec son très long curriculum, aussi bien au sein du gouvernement que dans l’armée, Gilad est peut-être l’une des personnes qui connaît le mieux les ficelles du Moyen-Orient. L’entretien a lieu dans le cadre de la dernière édition de la Conférence de contre le terrorisme organisée aussi annuellement par l’Institut de lutte contre le terrorisme (ICT), début septembre.

AFKAR/IDEES : *Alors que le seizième anniversaire des attentats du 11 septembre qui ont déclenché ladite « Guerre globale contre le terrorisme » vient d’avoir lieu, pourrait-on dire que nous sommes en train de remporter cette guerre ou de la perdre ?*

AMOS GILAD : La réponse à cette question n’est pas simple, étant donné qu’il s’agit d’une équation complexe où de nombreux facteurs interviennent. C’est pour cela que je n’aime pas débattre sur le fait de si nous sommes en train de gagner ou de perdre. S’il est vrai que nous pourrions dire que nous avons eu un certain succès au moment de prévenir un autre attentat de grandes dimensions comme celui qui a eu lieu en septembre 2001, cependant, ces dernières années, nous avons vu comment le nombre d’attentats – bien que de moindre importance – s’est multiplié. La bonne nouvelle est que, d’ici peu, nous allons en finir avec Daesh, la mauvaise nouvelle est que les attentats se poursuivront, en particulier en Europe. C’est pour cela qu’il est important que, en plus de combattre le terrorisme, nous combattons aussi l’incitation et la légitimation du terrorisme. La logique des terroristes est très différente de celle que nous avons dans les démocraties, ainsi nous devons aussi les vaincre sur ce terrain, dans le domaine des valeurs. Tolérance zéro face au terrorisme et tolérance zéro face à l’incitation.

A/I : *Que pouvez-vous nous raconter au sujet d’un processus plus récent,*

celui des « printemps arabes » ? Pensez-vous qu’ils aient atteint un moment de stabilisation ? Et de démocratisation ?

A.G. : Lesdits *printemps arabes* ont suivi des chemins totalement hétérogènes. Chaque pays du Moyen-Orient, d’Afrique du Nord et du Golfe persique constitue un cas différent, qu’il faut analyser de façon individualisée. Il y a eu des pays qui ont évolué vers un « hiver islamiste », comme il est arrivé en Égypte avec les Frères musulmans, jusqu’à ce qu’une réaction de l’armée s’est produite. Dans d’autres pays, comme la Syrie, la révolte contre le régime de Bachar al Assad et la répression ont déclenché une guerre civile. Et d’autres encore, comme la Libye, ont plongé dans le chaos. Par contre, les monarchies – Jordanie, Maroc, Arabie saoudite – n’ont pas vécu autant de turbulences et sont restées stables. En ce qui concerne les processus de démocratisation dans ces pays, voilà un bel idéal, mais il n’est finalement peut-être pas aussi viable que ne le pensait l’Administration Bush après avoir envahi l’Irak en 2003 et avoir renversé Saddam Hussein, et que ne l’a pensé ensuite l’Administration Obama avec ce discours idéaliste prononcé par le président à l’Université du Caire, en juin 2009. Moi, personnellement, je pense qu’au Moyen-Orient, la stabilité est plus importante que la démocratisation.

A/I : *Dans ce contexte de turbulences géopolitiques, il semble que la posi-*

Au Moyen-Orient, la stabilité est plus importante que la démocratisation

tion stratégique d'Israël sur l'échiquier du Moyen-Orient s'est beaucoup améliorée...

A.G. : Écoutez, nous, nous avons souffert une terrible vague d'attentats-suicides lors de la Seconde Intifada, et à partir de là, nous avons pris de nombreuses mesures pour mettre fin au terrorisme pratiqué par les Palestiniens. Depuis lors, nous sommes dans une situation où nous avons le terrorisme sous contrôle – à partir d'une combinaison de travail d'intelligence, coopération internationale et lutte contre l'incitation – qui nous permet d'aider les autres dans ce domaine qui nous concerne tous. De ce fait, nous avons ressenti les attentats de Barcelone comme s'ils avaient eu lieu contre nous, puisqu'à la fin il s'agit d'une guerre commune que la civilisation occidentale est en train de livrer contre la barbarie djihadiste. On peut affirmer que jamais auparavant toutes nos frontières n'avaient été aussi tranquilles que maintenant, mais ceci ne doit pas nous conduire à une confiance excessive, qui serait contreproductive. Il faut continuer à lutter, depuis une position d'humilité, jusqu'à éradiquer aussi bien le terrorisme que l'incitation. Il faut aussi tenir en compte un autre acteur régional, l'Iran, qui a profité du contexte stratégique pour avancer des positions et qui, maintenant, prétend même établir des positions sur le côté syrien des Hauts du Golan pour pouvoir ouvrir un second front contre Israël dans le cas où un affrontement direct pourrait se produire ou à travers l'un de ses prête-noms, comme le Hezbollah. L'Iran a peu à peu tissé soigneusement et discrètement un axe chiite qui va du Yémen jusqu'au Liban, en

passant par l'Irak et la Syrie. Ceci pourrait provoquer des complications dans un avenir proche, raison pour laquelle Israël est en train d'approfondir ses relations avec l'axe sunnite modéré que forment des pays avec lesquels nous maintenons des accords de paix comme la Jordanie et l'Égypte, et d'autres pays avec lesquels nous ne maintenons pas de relations bilatérales comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, mais avec lesquels nous avons de plus en plus de contacts discrets, puisque nous partageons de plus en plus d'intérêts communs.

A/I : *Ehoud Barak, qui a été premier ministre d'Israël et ministre de la Défense alors que vous remplissiez de hautes fonctions dans le ministère, avait pronostiqué en 2012 que la chute du régime de Bachar al Assad en Syrie était inexorable et imminente. Cependant, il est toujours là et on a l'impression qu'il est plus fort qu'alors. Quel serait votre pronostic ?*

A.G. : En 2012, nous étions bon nombre d'analystes à ne pas partager la vision excessivement optimiste de Barak. Sans doute, Al Assad se trouvait isolé et tout semblait signaler que son régime allait s'effondrer, tel qu'il était arrivé avec [Zine el Abidine ben Ali en Tunisie et [Hosni] Mubarak en Égypte. Mais la situation a évolué vers une guerre civile ouverte où sont entrés en jeu des pouvoirs étrangers qui ont sauvé le régime. Al Assad a su gagner l'appui d'abord de l'Iran – qui a utilisé son bras armé au Liban, le Hezbollah, et ensuite créé des milices chiites selon le même modèle appliqué en Irak – et ensuite de la Russie. L'intervention

de la Russie – qui a permis à Poutine de prévenir des attentats sur son territoire tandis qu'il lutte contre le terrorisme en dehors de celui-ci – est devenue un facteur essentiel dans l'équation qui explique pourquoi Al Assad a été capable de survivre politiquement. À ceci s'ajoute récemment le changement d'alliances qui a eu lieu dans la région. Le parrainage des négociations d'Astana par Moscou, Téhéran et Ankara a redéfini l'équation stratégique, laissant les États-Unis dans une position secondaire, ce qui de mon point de vue est inquiétant.

A/I : *De même que la Syrie évolue dans un sens contraire aux intérêts d'Israël, on a l'impression, par contre, que l'Égypte a évolué de façon clairement favorable à Israël, depuis que l'armée a effectué le coup d'État et Abdelfatah al Sissi a pris le pouvoir.*

A.G. : Sur cette question, les avis sont multiples. De mon point de vue, l'arrivée du général Al Sissi a constitué une sorte de miracle, non seulement pour l'Égypte, mais aussi pour l'ensemble du monde libre. Souvenez-vous qu'Al Sissi a été nommé ministre de la Défense par le président Mohammed Morsi. Depuis sa position en tant que commandant en chef des Forces armées – l'institution la plus importante du pays – il a pu manœuvrer pour renverser les Frères musulmans et apporter stabilité et prospérité en Égypte. Je pense que la majorité des citoyens égyptiens apprécient son leadership et que les Frères musulmans se trouvent dans la phase de plus grande faiblesse de leur histoire. Permettez-moi de vous rappeler que les Accords de Camp

Trump semble avoir connecté avec l'axe sunnite et vouloir investir du capital politique dans le processus de paix

stratégique ou s'agit-il de quelque chose d'éphémère et de superficiel ?

A.G. : Tel que l'établit l'Accord de Paix entre la Jordanie et Israël de 1994, le Royaume Hachémite jouit d'une position de privilège en ce qui concerne la gestion de ce qu'ils appellent *Al Haram Al Sharif*. Nous respectons profondément le rôle que joue la Jordanie dans ce sens et depuis le premier instant où la crise a commencé, nous avons tenu compte de ses positions et de ses inquiétudes. Sans doute, la question de l'Esplanade des Mosquées constitue un problème non résolu pour lequel nous devons trouver une solution. Pour cela, nous devons travailler étroitement avec le Waqf [institution jordanienne qui gère les lieux sacrés de l'islam à Jérusalem], avec le gouvernement de la Jordanie et avec l'Autorité palestinienne.

A/I : *Le processus de négociations avec les Palestiniens semble stagner puisqu'il n'a pas bougé d'un centimètre depuis qu'il a déraillé en 2014. Et, de plus, nous voyons maintenant comment le député d'HaBayit HaYehudi (Foyer Juif), Bezalel Smotrich, se permet le luxe de présenter un plan d'annexion de la presque totalité de la Cisjordanie et Jérusalem-Est, qui va au-delà de l'Initiative de Stabilité présentée auparavant par le leader du parti, Naftali Bennett, qui proposait l'annexion des Aires C.*

A.G. : Tout d'abord, il faut faire la différence entre ces deux choses. Smotrich appartient à une faction du groupe parlementaire différente de celle de Bennett et, de plus, il ne représente pas l'exécutif, tandis que

Bennett est ministre de l'Éducation et membre de la coalition gouvernementale, leur propositions se font donc à des niveaux différents. De plus, il ne s'agit que de propositions, non de plans du gouvernement, qui sont aux mains du premier ministre Netanyahu. Regardez, nous sommes une démocratie et, donc, les partis et les hommes politiques sont libres de présenter toutes les propositions qu'ils veulent. Mais finalement, le premier ministre est le seul ayant le pouvoir de les appliquer. Alors ne prêtez pas autant d'importance aux propositions de Smotrich et de Bennett et concentrez-vous sur ce qui émane du gouvernement.

A/I : *D'accord. Alors, analysons l'évolution des positions présentées par le premier ministre Netanyahu. Depuis que le pour lors président des USA, Barack Obama, a prononcé son célèbre discours au Caire en juin 2009, Netanyahu s'est vu obligé à accepter publiquement le modèle des deux États lors de sa déclaration de Bar Ilan qui a eu lieu à peine un mois plus tard. Mais depuis qu'Obama a quitté la présidence, Netanyahu n'a plus mentionné le modèle des deux États. Ainsi, nombreux sont ceux qui pensent qu'il a abandonné l'idée et qu'il commence à envisager l'hypothèse de l'État binational. Qu'en pensez-vous ?*

A.G. : Je crois qu'il ne faut pas précipiter le jugement. En ce moment, ce que nous devons faire, c'est attendre la prochaine Assemblée générale des Nations unies à New York [19-25 septembre 2017] et alors nous pourrions évaluer la question. Il faut tenir compte du fait que la nouvelle Administration Trump a dit qu'elle vou-

lait faire tout son possible pour réactiver le processus de paix avec les Palestiniens, et je pense que nous pouvons trouver des dénominateurs communs pour le faire. Tandis que les contacts et un processus de négociation en tant que tels sont établis, je crois qu'il est très important que nous appliquions une batterie de mesures de confiance vis-à-vis des Palestiniens et que, en contrepartie, l'Autorité palestinienne continue à lutter contre le terrorisme et qu'elle le fasse aussi contre l'incitation.

A/I : *Comment percevez-vous le rôle des États-Unis au Moyen-Orient ? Pensez-vous qu'ils ont laissé un vide de pouvoir en se réorientant stratégiquement vers la région Asie-Pacifique que Poutine a utilisé pour avancer les intérêts de la Russie, comme il l'a fait par exemple en Syrie ? Que devrait faire l'Administration Trump ?*

A.G. : La bonne nouvelle sur ce front, c'est que le président Trump semble avoir très bien connecté avec les pays sunnites modérés – comme il l'a démontré lors de la visite en Arabie saoudite dans le cadre de sa tournée régionale qui l'a aussi conduit ici en mai dernier – et qu'il a la volonté d'investir du capital politique dans le processus de paix. Bon, au moins concédons-lui le bénéfice du doute et voyons ce qu'il va faire. De plus, je crois qu'il s'est rendu compte du fait que la nouvelle alliance entre la Russie et l'Iran qui est en train de se former en Syrie constitue une menace non seulement pour la sécurité régionale, mais aussi pour la sécurité nationale des États-Unis, un pilier fondamental sur lequel se fonde la sécurité d'Israël. ■